

SIDI-GHILÈS (TIPASA)

Que devient le projet de jardin littoral ?

Lors d'un débat public qui s'était déroulé au niveau de la radio de Tipasa, le maire de la ville de Sidi-Ghilès a été interpellé sur le devenir du projet de jardin littoral prévu être édifié sur la côte maritime Est de la ville de Sidi-Ghilès, le long de la route nationale n°11, au nord-ouest de Tipasa.

Rappelons que le projet d'aménagement de ce jardin littoral, d'une superficie de 8 hectares, sur le site de l'ancienne décharge publique dénommée «Décharge Cabrera», jouxtant ce même littoral maritime, occupe une importante superficie, qui fut dans le passé une belle étendue sablonneuse, sur laquelle le ressac des vagues faisait entendre son clapotis méditerranéen.

L'état des lieux actuel de cet espace environnemental intrigue, en effet, sachant que plusieurs citoyens s'inquiètent quant au statu quo et le retard pris dans la réalisation de ce jardin littoral prévu à Sidi Ghilès, en s'interrogeant «on constate que depuis son adoption et son inauguration par les autorités de l'environnement en 2012, ce projet de jardin littoral de Sidi-Ghilès reste à ce jour, un

immense espace en jachère, clôturé par des tôles», se désolent nos interlocuteurs en voyant ce lieu inutilisé, à l'abandon et propice au risque d'être squatté par d'indus occupants.

Certaines sources au fait de ce dossier font remarquer par ailleurs, que «ce projet qui date de 2012 a été destiné à être complété par l'aménagement d'un parc citoyen de 23 hectares sis à Tipasa, en milieu urbain, et devant être dédié à la construction d'un haut lieu de détente pour les familles, les estivants, notamment les écoliers et les collégiens afin d'édifier un ensemble destiné à valoriser l'image urbaine de la ville en matière d'espaces verts» .Ces mêmes

sources ajoutent en substance, que «ce projet de parc citoyen de Tipasa, appelé Parc Dounia, a été édifié dans le cadre du respect de l'environnement et du confort des familles, dont le coût avoisine 20 milliards et s'étend sur 21 hectares et dont l'avancement des travaux est en voie de finalisation et de réception».

Cependant, s'agissant du jardin littoral de Sidi-Ghilès, le maire de cette ville, M. Djilali Taghirint, s'est montré très sensible à la situation de ce projet et nous affirme à ce propos «nous avons présenté une proposition d'aménagement de ce jardin littoral à la Direction de l'environnement qui affirme quant à elle, que des

réserves sur la nature du sol ont été émises par une commission technique chargée d'étudier et de valider nos propositions». Cette réaction à un haut niveau est intrigante, voire inexplicable pour les riverains de la région, nos sources soutiennent haut et fort que «ce fut lors d'une visite ministérielle effectuée en 2012 que le site a été visité officiellement dans le cadre d'une opération de reboisement par plusieurs citoyens et écologistes et c'est à ce titre que ce furent les membres de la délégation ministérielle et de Wilaya qui procédèrent au lancement de l'opération de reboisement de ce futur jardin littoral».

Houari Larbi

TIZI-OUZOU

La situation de la femme, à la lumière de la nouvelle Constitution, en débat

Le statut de la femme dans la nouvelle Constitution est le sujet d'une conférence-débat qui était au menu du programme initié, samedi dernier, par le bureau de Tizi-Ouzou du Mouvement démocratique et social (MDS).

Le siège de ce parti a été investi par un parterre de militants, de sympathisants et d'invités, majoritairement des femmes et des étudiantes.

Après la projection de deux courts-métrages traitant des violences faites aux femmes, notamment le harcèlement sexuel et les violences familiales, les deux intervenants ont ouvert le débat en revenant à la situation de la femme en Algérie, saluant les quelques avancées enregistrées, à savoir la loi criminalisant des violences faites aux femmes et la

parité dans le travail qui figure dans les nouveaux amendements constitutionnels. Mais il reste, selon les deux intervenants, beaucoup d'insuffisances et beaucoup de travail à faire dans la lutte et le combat pour les droits de la femme.

«Malgré les avancées quantitatives, les amendements faits ne sont pas au niveau des aspirations et des luttes des Algériennes pour consacrer l'égalité à part entière et effective entre l'homme et la femme», estime Ouahid Benhalla.

M^{me} Messouada Chabellah ajoute : «Nous avons des réserves sur la loi pénalisant les violences faites aux femmes pour ce qui concerne le pardon. Une clause qui dit que si la femme pardonne, la poursuite est abandonnée au détriment de la femme». Par ailleurs, le bureau régional du RCD à Tizi-Ouzou a, de son côté, accueilli la figure emblématique du mouvement Barakat, en l'occurrence Amira Bouraoui, pour parler du combat de la femme algérienne. Le choix de l'invitée a étonné quelques présents. Une présence que M^e Lila Hadjarab cadre du RCD tente de justifier. «Le RCD a la tradition de travailler en étroite collaboration avec les acteurs de la mouvance

démocratique. Et Amira Bouraoui est un acteur efficace dans la société», expliquera l'ex-parlementaire du RCD. Dans sa communication, A. Bouraoui a parlé de l'évolution du combat de la femme algérienne et, surtout, sa situation vis-à-vis de la société et de la loi.

L'ex-chef de file du mouvement Barakat a estimé que la femme a été marginalisée malgré son rôle important dans la guerre de Libération, le combat démocratique et la décennie noire.

L'invitée du RCD dénonce l'injustice que subissent les femmes au quotidien et appelle à l'abrogation de lois qui entravent l'émancipation de ces dernières.

Kamela Haddoum

SIDI-BEL-ABBÈS

Les prétendants aux logements sociaux observent un sit-in devant la Wilaya

Des dizaines de prétendants aux logements sociaux de la commune de Sidi-Khaled, relevant de la daïra de Sidi-Lahcen, ont fait le pied de grue, hier, devant le siège de la Wilaya de Sidi-Bel-Abbès pour, disent-ils, interpellier le wali au sujet de la distribution des 50 logements sociaux qui aurait fait des mécontents parmi les réels nécessiteux.

Selon les protestataires, la localité de Sidi-Khaled a bénéficié d'un quota de 90 logements sociaux dont 40 sont encore en voie de réalisation.

Quant aux 50 réceptions, ils auraient été attribués sans affichage public, ce qui est contraire au

règlement, ont-ils tenu à souligner.

Leurs bénéficiaires ont été convoqués par correspondance pour aller s'acquitter de leurs droits de paiement. Ce n'est qu'en apprenant que des bénéficiaires ont été appelés à payer que nous avons réali-

sé que les logements que nous attendons avec impatience ont été bel et bien distribués. Nous interpellons M. le wali au sujet de cette distribution.

Les protestataires ont tenté vainement une quelconque audience de la part des services compétents, mais sans résultat. Il y a lieu aussi de rappeler au passage que la localité de Sidi-Khaled a distribué en 2016 vingt logements ruraux groupés alors que cinquante autres sont en voie de réalisation dans la petite localité de Habara.

A. M.

BRÈVES DE TLEMCEN

Arrestation d'un dangereux repris de justice

Les éléments de la BMPJ, relevant de la Sûreté de wilaya de Tlemcen, ont mis fin aux activités d'un dangereux repris de justice, qui écumait dans la gare routière.

Profitant de la tombée de la nuit, ce malfaiteur s'en prenait aux réfugiés subsahariens, en les menaçant, pour leur soutirer leur maigre bien. Il s'agit, d'une personne répondant aux initiales de O. M., connu des services de police pour ses antécédents, à savoir agressions, vols, coups et blessures volontaires et usurpation d'identité. Ce délinquant qui terrorisait les gens de passage et les Subsahariens, au niveau de la gare routière de Rhiba, a été présenté au magistrat instructeur qui a ordonné sa mise en détention. Il faut noter que la gare routière est souvent fréquentée par des individus au comportement douteux, notamment pendant la nuit où tous les sans abris et SDF viennent chercher refuge.

M. Zenasni

442 kilos de kif saisis à Bab-el-Assa

Les éléments du service régional de lutte contre les stupéfiants ont réussi à déjouer une tentative d'introduction de 442 kilos de drogue, dans la daïra de Bab-el-Assa dans la localité de Souani.

C'est lors d'un barrage de contrôle de routine que les policiers ont remarqué l'étrange comportement du conducteur au volant d'une Renault 25, utilisée généralement par les hal-labas.

Le véhicule suspect qui roulait sur la route nationale a brusquement changé de direction à la vue du barrage, en prenant la fuite vers Souani.

Les policiers ont retrouvé le véhicule dans une impasse et lors de la fouille, ils ont découvert 17 colis contenant 442 kg de kif.

Bien sûr, la fuite des convoyeurs de la drogue reste un vrai problème pour remonter aux véritables commanditaires.

M. Z.

JIJEL

Un projet qui traîne à Taher

Le projet de 500 logements sociaux locatifs dans le quartier de Boucherka dans la commune de Taher connaît un énorme retard.

En effet, ce projet confié à l'entreprise publique Sero Est, dont le maître d'ouvrage est l'Office de promotion et de gestion immobilière, risque d'être reporté aux calendes grecques.

L'entreprise publique chargée de la réalisation de ce projet est pointée du doigt par le directeur de l'OPGI qui envisage de résilier le contrat avec Sero Est qui a du mal à suivre la cadence des travaux pour livrer ce programme de logements dans les délais contractuels.

Un retard qui pénalise lourdement les demandeurs de cette formule de logement fortement sollicitée par un grand nombre de citoyens de cette commune.

Bouhali Mohamed-Cherif